

Communiqué de Presse

Kurt Salmon : Elise Carrard
Responsable Relations Presse
Kurt Salmon
Elise.carrard@kurtsalmon.com

HEC Paris : Stéphanie Lorette
Responsable Relations Presse
HEC Paris
lorette@hec.fr

Transition énergétique : quels investissements pour quelle compétitivité ?

Université Total, 25 novembre 2013

A l'occasion de l'Université Total, organisée ce lundi 25 novembre 2013, autour du thème « Transition énergétique : perspectives internationales », le cabinet Kurt Salmon en partenariat avec HEC Paris présente une étude économique des trajectoires de transition énergétique de l'Allemagne, de l'Espagne et du Royaume-Uni.

« Des centaines de milliards d'euros à trouver »

Paris, le 25 novembre 2013 – Alors que la Commission européenne avance dans son processus d'élaboration d'un « Cadre 2030 pour les politiques climatiques et énergétiques », le débat entre les Etats membres de l'Union européenne fait émerger des options contrastées, en matière de pilotage de la politique européenne de l'énergie et de l'éventuel maintien d'un objectif contraignant de production d'énergie d'origine renouvelable.

Pour éclairer les enjeux en oeuvre, l'étude Kurt Salmon en partenariat avec HEC Paris s'attache à décrire les stratégies de transition énergétique de trois pays européens : l'Allemagne, l'Espagne et le Royaume-Uni. Des centaines de milliards d'euros restent à trouver pour financer la transition énergétique au cours de la prochaine décennie, avec des effets de concurrence entre pays dans la course à la compétitivité, sans mesure des implications pour l'emploi. Pour HEC Paris et son centre de géopolitique, ce sont à la fois l'enjeu économique de compétitivité du continent européen et l'enjeu géopolitique d'indépendance énergétique qui sont désormais posés.

L'Allemagne, l'Espagne et le Royaume-Uni présentent des stratégies de transition énergétique distinctes avec des résultats contrastés :

- L'Énergiewende constitue bel et bien un tournant historique pour l'Allemagne et présente d'ores et déjà des transformations substantielles de son offre en énergie, à travers la montée en puissance des énergies renouvelables ;
- La doctrine de soutenabilité énergétique espagnole est en échec économique et aucune relance du projet de transition énergétique ne semble envisageable sans une véritable réforme

- structurelle du secteur électrique ;
- La stratégie de décarbonisation de l'économie du Royaume-Uni est une réflexion au long cours, qui se traduit, à court terme, par la relance du programme nucléaire.

Les implications économiques des programmes de transition énergétique engagés sont également distinctes :

- Les besoins en investissements de l'Allemagne et du Royaume-Uni s'élèvent à 530 milliards d'euros d'ici à 2030, dont 400 milliards d'euros pour le seul projet allemand ;
- L'Espagne fait désormais face à une dette cumulée de 26 milliards d'euros de son secteur électrique.

Deux approches du financement de la transition énergétique ressortent de l'étude :

- Le Royaume-Uni fait porter l'essentiel du risque aux investisseurs privés pour le financement de ses infrastructures et limite sa prise de risque public pour les politiques de décarbonisation à 11 milliards d'euros à l'horizon 2022 ;
- En Allemagne, tous les leviers de financement semblent mobilisables face à l'ampleur de besoins, à commencer par la hausse du prix de gros de l'électricité à l'horizon 2020 (+44% par rapport 2013) et de la tonne CO2 (+467%) et le projet politique de couplage de l'Energiewende aux marchés financiers.

Ce sont bien deux stratégies économiques différenciées qui sont en œuvre en Allemagne et au Royaume-Uni :

- Les investissements programmés dans le secteur électrique au Royaume-Uni sont essentiellement des investissements de productivité destinés à consolider la compétitivité prix du pays ;
- L'Allemagne s'est lancée dans une recherche globale de compétitivité structurelle qui correspond en réalité à la recherche d'un nouveau modèle de croissance.

Il n'existe toutefois pas d'étude de référence au sujet de l'impact de la transition énergétique sur l'emploi : la mesure précise des mouvements en termes de transferts / création / destructions d'emploi entre les secteurs conventionnels et les secteurs d'innovation devrait à l'évidence constituer un des critères de décision de la puissance publique.

**Retrouvez l'ensemble de l'étude en libre accès, directement sur internet
en [cliquant ici](#).**

*« Plus qu'une lecture technico-économique des trajectoires de transition énergétique de trois pays, cette étude pose la question de la coordination au niveau de l'Union européenne. Il s'agit non seulement d'un enjeu de compétitivité pour le continent, au moment où les Etats-Unis connaissent eux-mêmes un boom énergétique significatif, mais également, à terme, d'un enjeu géopolitique d'indépendance énergétique. » - **Jérémy Ghez, Professeur affilié d'Economie et d'Affaires internationales à HEC Paris et Directeur académique du Centre HEC Paris de Géopolitique.***

*« Outre le fait de ne pas confondre les objectifs poursuivis à travers le processus de transition énergétique, l'Union européenne et ses Etats membres vont plus que jamais devoir s'aligner sur leurs anticipations des prix de l'énergie, qu'il s'agisse des prix des énergies fossiles ou des prix de l'électricité. Les politiques de maîtrise de la demande en énergie et de développement des énergies renouvelables ont pour préalable la clarification des règles de fonctionnement des marchés de l'énergie » - **Céline Alléaume, Senior Manager au sein du secteur Energy & Utilities du cabinet Kurt Salmon.***

Synthèse de l'étude par pays

Allemagne :

- Le tournant énergétique (Energiewende), désigné comme « une tâche herculéenne » par la Chancelière Angela Merkel, correspond à un objectif de réduction de 50% de la consommation en énergie primaire et à l'accroissement de la part des énergies renouvelables jusqu'à 60% dans la consommation finale à l'horizon 2050 ;
- D'ici à 2030, 400 milliards d'Euros sont nécessaires pour financer l'Energiewende, ce qui correspond à un tiers de l'effort engagé pour la réunification de l'Allemagne de l'Ouest et de l'Allemagne de l'Est (1300 milliards d'euros), et en fait un véritable projet de société ;
- En formulant l'hypothèse d'une contribution constante du consommateur particulier d'électricité, restent +300 milliards euros à trouver à l'horizon 2030, ce qui appelle à la mise en œuvre d'une stratégie de financement globale, mobilisant tous les leviers à disposition de la société allemande ;
- L'augmentation du prix de gros de l'électricité (+44%) et de la tonne CO2 (+467%) à l'horizon 2020 par rapport à 2013 est d'ores et déjà assumée dans les hypothèses économiques de référence ;
- Le projet politique en négociation repose sur le couplage de l'Energiewende aux marchés financiers, dont la recapitalisation du secteur bancaire allemand, un programme d'attractivité des investisseurs privés, y compris internationaux. Les besoins de financement sont tels qu'ils forcent en outre à interroger la tenabilité du frein à l'endettement public introduit dans la Constitution allemande à partir de 2016. Une relance fiscale est-elle envisageable ? Si oui à quelle échéance ?
- C'est l'ensemble de ces éléments qu'il conviendra d'apprécier dans le cadre de l'accord en discussion entre CDU et SPD pour former le futur gouvernement allemand attendu fin 2013.

Espagne :

- La trajectoire de transition énergétique amorcée au milieu des années 2000, et formalisée à travers la doctrine de la *Sostenibilidad Energética* en 2007, est à l'arrêt ;
- Fondé sur la réduction de la dépendance aux importations en énergies fossiles et le développement d'un leadership mondial dans les énergies renouvelables, le projet de transition énergétique espagnol échoue sur les dysfonctionnements du secteur électrique qui ont conduit à un déficit tarifaire record ;
- Le déficit tarifaire du système électrique espagnol résultant du fort niveau de soutien aux énergies renouvelables (augmentation de 497% en 8 ans) et de son financement initial par le consommateur particulier, aboutit à une dette cumulée entre 2005 et 2013 de plus de 26 milliards d'euros ;
- Le caractère tardif et limité de la réponse des pouvoirs publics à travers la *Reforma del sistema eléctrico* de 2013 a finalement conduit à une explosion de la facture pour les ménages : +63% en 8 ans ;
- Selon toute vraisemblance, il ne devrait pas y avoir de relance de la transition énergétique en Espagne sans véritable réforme structurelle du secteur électrique et assainissement des finances publiques.

Royaume-Uni :

- Positionné en leader mondial sur le changement climatique avec des objectifs ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre (-80% à l'horizon 2050 par rapport à l'année 1990), le Royaume-Uni s'efforce de repenser la décarbonisation de l'économie à long terme, en s'appuyant sur des mécanismes de marché et la recherche d'un prix plancher du carbone ;
- Les principaux investissements programmés visent avant tout à combler le déficit d'investissement dans le secteur électrique, estimé à +130 milliards d'Euros d'ici à 2020-2030, principalement à travers la sortie du charbon, le développement de cycles combinés à gaz et la relance du nucléaire dans la prochaine décennie, avec une option désormais ouverte pour un recours aux gaz de schiste ;
- Malgré l'existence d'une ingénierie en matière de politiques publiques parmi les plus sophistiquées au monde, les différents dispositifs en soutien à la politique de maîtrise de la demande en énergie sont contraints en termes de financement. Le Green Deal ne dispose pas à ce jour des incitations financières nécessaires à sa mise en œuvre, hormis sur le chapitre précarité énergétique. Nombre d'experts contestent même la soutenabilité des objectifs de réduction carbone définis dans les plans budgétaires 2018 – 2022 et 2023-2027.

A propos du cabinet Kurt Salmon

Ineum Consulting et Kurt Salmon Associates se sont unis pour créer une organisation unique, intégrée et globale qui opère sur les 4 continents, sous une même marque : Kurt Salmon. Nos clients bénéficient de la spécialisation sectorielle et fonctionnelle de nos 1 400 consultants en stratégie, organisation et management. Dans un environnement de plus en plus complexe, nous sommes convaincus que nous ne devons pas nous contenter d'être un cabinet de conseil. Nous voyons notre rôle comme celui d'un partenaire de confiance, qui, aux côtés de ses clients, conçoit et met en œuvre les stratégies et les solutions les plus pertinentes, à la mesure de leurs ambitions. Forts de notre expérience, notre préoccupation permanente est de leur apporter des résultats mesurables et d'assurer le succès de leurs projets, de manière significative et durable. Notre signature : l'excellence dans l'exécution. Kurt Salmon est membre du Management Consulting Group (MCG Plc - Société cotée à la Bourse de Londres). www.kurtsalmon.com

A propos du Centre HEC Paris de Géopolitique

L'émergence d'une géopolitique de plus en plus complexe et le constat d'une géo-économie en plein bouleversement ont conduit le groupe HEC, en 2013, à créer le Centre HEC de Géopolitique. Il a pour objectif principal de sensibiliser et de former les dirigeants des secteurs privé et public aux nouveaux défis allant du risque pays à l'analyse prospective. Lieu de formation, de dialogue et de réflexion, ouvert aux responsables d'entreprise, décideurs politiques et experts internationaux, le Centre HEC de Géopolitique se veut un forum sur les enjeux géoéconomiques et géostratégiques qui déterminent un environnement international en constante mutation. Il vise à rendre la géostratégie et la géopolitique plus opérationnelles en servant de « trait d'union » entre le secteur privé, le secteur public et le monde académique, et en s'efforçant de faire dialoguer différentes disciplines et méthodologies. De l'Ecole de guerre au Centre d'Etudes Diplomatiques et Stratégiques (CEDS), le Centre dispose, en France, de partenaires institutionnels. A l'étranger, il a noué une série de partenariats (dont l'Institut Chinois d'Etudes Stratégiques et les Centres d'Etudes Diplomatiques d'Athènes, d'Ankara et de Dakar) qu'il a vocation à enrichir. Le conseil scientifique du Centre HEC Paris de géopolitique est présidé par S.E. Boutros Boutros Ghali, ancien Secrétaire Général des Nations Unies. Le Centre HEC Paris de géopolitique est dirigé par Pascal Chaigneau, Professeur des Universités en Science Politique, Professeur Affilié à HEC Paris, directeur de séminaire à l'Ecole de Guerre et par Jérémy Ghez, Professeur affilié d'Economie et d'Affaires internationales à HEC Paris.